

RAPPORT PRÉSENTÉ AU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL PAR LE SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL

Ottawa (Ontario)
Les 23 et 24 mars 2011

Consœurs et confrères,

Dans mon dernier rapport, je décrivais l'approche équilibrée que nous avons jugé nécessaire d'adopter dans la préparation du budget de 2011. À peine trois mois après le début de l'année, il est clair que notre approche était la bonne car nous avons les bases solides voulues pour aider nos membres à relever les défis qui les attendent.

Ceux-là même qui ont mené le monde au chaos financier il y a moins de trois ans visent maintenant les travailleuses et les travailleurs du secteur public. Mais notre syndicat est prêt à riposter.

Bien que nous n'ayons pas encore reçu les états financiers vérifiés (au moment de rédiger le présent rapport, il nous reste encore des factures de 2010 à traiter), nous savons que nous disposons d'un solide solde bancaire. Notre ratio actif-passif est de 1.6:1. Et je suis heureux de dire que nous pouvons maintenant radier plus de 2 millions de dollars qui étaient inscrits aux comptes créditeurs depuis 10 ans à cause d'une poursuite intentée par notre ancien fournisseur de services technologiques. Cette poursuite a été rejetée. Nous affichons aussi un excédent préliminaire de plus de 1,5 million de dollars dans la Caisse nationale de défense.

Ce sont de bonnes nouvelles, car nous aurons besoin de toutes nos armes pour lutter, comme le montrent les demandes de campagnes à frais partagés qui seront présentées au Conseil, tout comme les plans de luttes contre la privatisation soumis par les régions. Nos sections locales de Toronto doivent livrer une lutte sur plusieurs fronts contre leur maire qui veut sous-traiter les services de collecte des ordures et qui vise aussi les garderies, le logement et de nombreux autres secteurs. À Winnipeg, la Ville envisage toujours de confier le traitement des eaux usées à Veolia. Et partout au Canada, les municipalités pourraient perdre leur droit de prendre des décisions au nom de leurs propres communautés si l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'UE entre en vigueur.

La planification est aussi commencée dans les cinq provinces où des élections sont prévues. Et nous mettons tous les outils en place pour être prêts en cas d'élections fédérales. Le budget fédéral a été présenté hier (22 mars), alors tout est possible.

L'équité fiscale doit être un enjeu électoral pour nous dans toutes ces élections, parce que trop de gouvernements sont prêts à favoriser leurs amis des entreprises pendant que les travailleuses et les travailleurs et leurs familles supportent le fardeau des programmes et des services. C'est l'un des messages que je veux transmettre à nos congrès des divisions du printemps. Il est temps que les entreprises paient leur juste part. Sinon, la spirale vers le bas s'accélérera pendant que nous attendrons des sociétés les grands investissements qui ne semblent jamais venir.

La lutte se livre aussi sur la scène internationale et notre solide situation financière nous permettra d'y participer au besoin. Le mois dernier, lorsque l'appel est venu, nous avons pu immédiatement envoyer une délégation de membres du personnel à Madison, au Wisconsin, pour manifester notre solidarité avec les travailleurs du secteur public dont le droit fondamental d'appartenir à un syndicat est menacé.

Je rentre moi-même tout juste d'Haïti (la réunion d'hier du Comité exécutif national est la première que je rate depuis que j'occupe le poste de secrétaire-trésorier national). Ce fut un séjour fantastique, car nous avons pu commencer à aider notre syndicat affilié, la CTSP, à construire un nouvel édifice qui remplacera celui qui a été détruit par le tremblement de terre de l'an dernier. Mais nous avons fait plus : nous avons avec nous une douzaine d'ordinateurs portables usagés pour le syndicat. À la demande de la CTSP, mon adjoint exécutif Michael Butler et l'agente administrative du SFCP Line Deschamps ont offert une session de formation d'une semaine en administration financière de base. Nous avons aussi été rejoints par Ronald Boisrond, conseiller temporaire à la recherche du Québec, aussi membre de la section locale 301 et membre de la grande communauté haïtienne de Montréal.

Je suis extrêmement fier du travail que nous avons pu accomplir dans ce pays appauvri et je suis heureux que notre syndicat ait eu les moyens de le faire.

Sur une note plus personnelle, je tiens à informer le Conseil exécutif national et tous les membres du SFCP qu'après une longue réflexion, j'ai décidé de ne pas me représenter au poste de secrétaire-trésorier national à notre congrès national de Vancouver. Il est temps de partir pendant qu'on me veut encore.

Les membres m'ont fait confiance pendant 10 ans. Une fois élu, je n'ai jamais été contesté. Ce fut un plaisir de travailler avec le confrère Paul et avec vous au cours des huit dernières années, à faire avancer l'organisation dans la bonne direction. Le temps de la transition est venu et il faut la faire de manière correcte et ordonnée.

Je suis impatient d'initier une nouvelle personne à ces fonctions et je vous remercie pour l'honneur que vous m'avez fait en m'élisant secrétaire-trésorier national au cours

des dix dernières années. Bien entendu, il me reste plusieurs rapports à présenter au Conseil comme secrétaire-trésorier national en 2011, ce que je ferai avec fierté.

ÉTATS FINANCIERS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2010

Il est à noter que les états financiers des trois caisses n'ont pas encore été vérifiés et qu'ils changeront, puisque nous continuons à recevoir des factures pour 2010, ce qui se reflètera dans les états financiers vérifiés définitifs.

Caisse générale

L'actif total de la Caisse générale au 31 décembre 2010 se situait à 127,7 millions de dollars, comparativement à 119,2 millions de dollars au 30 septembre 2010. Le solde bancaire au 31 décembre 2010 était de 13,7 millions de dollars comparativement à 9,9 millions de dollars au 30 septembre 2010. De notre situation de trésorerie, 10,9 millions de dollars de liquidités sont destinés à des fins spécifiques, comme le Fonds pour les édifices régionaux, les indemnités de retraite, la capitalisation des futurs avantages sociaux, le congrès de 2011, les salaires rétroactifs et le remplacement des meubles et du matériel technologique. Nos placements destinés à la capitalisation des futurs avantages sociaux continuent de croître et s'élèvent maintenant à 24,9 millions de dollars. En outre, nos placements dans les immobilisations ont augmenté de 1 million de dollars au cours du trimestre, car nous avons inscrit aux livres les nouveaux contrats de location-acquisition de Sherbrooke et Sept-Îles et nous avons amorcé l'aménagement intérieur du nouvel édifice du bureau régional de l'Ontario à Toronto.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 78,5 millions de dollars au 31 décembre 2010, comparativement à 72,6 millions de dollars au 30 septembre 2010.

Le solde de la Caisse générale au 31 décembre 2010 était de 49,2 millions de dollars, comparativement à 46,6 millions de dollars au 30 septembre 2010. De ces montants, 7,8 millions de dollars représentent des fonds destinés à un usage spécifique (Caisse de participation aux congrès et aux activités nationales, Fonds de riposte, Fonds de lutte contre la privatisation et Fonds pour les édifices régionaux) et 35,8 millions de dollars ont été investis dans des immobilisations. Nous continuons d'afficher une solide situation financière, comme l'indique le bilan, qui montre que nous avons un ratio actif-passif de 1.6:1.

Le véritable surplus d'exploitation de 2010 est de 748 000 \$. C'est le surplus qui a été créé avant de prendre en considération le gain inhabituel dû au rejet de la poursuite d'OCMI. Les revenus de capitation sont inférieurs au budget de 395 000 \$. En même temps, les dépenses pour l'exercice ont été inférieures au budget de 1,6 million de dollars (1 %).

Voici quelques éléments significatifs des écarts dans les dépenses :

1. Les dépenses consacrées aux déplacements ont été **inférieures au budget** de 1,4 million de dollars. Ce poste budgétaire représente surtout des avantages sociaux qui dépendent de la convention collective, comme les frais pour les véhicules, les allocations de voiture et autres transports, les indemnités quotidiennes, etc. L'analyse historique montre que ce poste budgétaire est inférieur au budget depuis les quatre dernières années. En réponse à cette tendance, le budget de 2011 a été réduit de 431 000 \$. Nous continuerons à surveiller ce poste budgétaire en 2011 afin d'établir le budget au niveau adéquat.
2. Les dépenses électorales ont été **inférieures au budget** de 182 000 \$. Le budget de 2010 incluait une provision pour des dépenses reliées à des élections fédérales qui n'ont pas été déclenchées.
3. Le budget de la lutte à la privatisation a été presque entièrement dépensé en 2010. Du budget de 2010, il reste 157 000 \$ **à dépenser**, en plus de 254 000 \$ des années précédentes.
4. Le poste budgétaire du Fonds de riposte a été **inférieur au budget** de 146 000 \$.

Élément inhabituel - Ottawa Carleton Mortgage Inc.

Depuis presque dix ans maintenant, j'ai présenté des comptes-rendus sur la poursuite de notre ancien fournisseur de technologie, Ottawa Carleton Mortgage Inc. et Bridgetech Systems. Vous vous souviendrez qu'ils ont intenté une poursuite contre nous en 2002 pour des paiements de location non versés pour du matériel informatique. Le processus a été long et pénible, mais nous pouvons maintenant vous informer que leur poursuite contre nous a été rejetée et que nous ne leur devons plus rien pour ces factures. Nous avons des comptes débiteurs dans nos livres depuis 2001 qui équivalaient aux montants qu'ils nous avaient facturés, en attendant le règlement de cette poursuite. Maintenant que la poursuite a été rejetée, nous pouvons radier le montant qui était affiché comme un montant dû, car il ne leur sera jamais payé. En comptabilité, cela s'appelle un élément inhabituel, qui apparaît au bas de notre État des revenus et dépenses. Parce qu'il est en notre faveur, il est montré comme un ajout au surplus de 2 307 786 \$.

Passif non capitalisé

Nous continuons à progresser dans la prise en compte de nos obligations relatives aux avantages sociaux futurs auxquels nous avons consacré une somme additionnelle de 5,3 millions de dollars en 2010. Le passif comptable s'élevait à 43,2 millions de dollars au 31 décembre 2010 comparativement à 37,9 millions

de dollars au 31 décembre 2009. Nous ne saurons pas à combien s'élevait le passif total réel au 31 décembre 2010 avant la vérification et l'évaluation, mais le passif réel au 31 décembre 2009 se situait à 204 millions de dollars.

Il y a six ans, le Conseil exécutif national a élaboré une « feuille de route » qui établissait ce rythme lent mais régulier qui nous permettra d'atteindre notre objectif. Nous sommes impatients de mesurer nos progrès par rapport aux états financiers vérifiés de 2010 lorsqu'ils seront terminés.

Caisse nationale de défense

L'actif de la Caisse nationale de défense s'élevait, au 31 décembre 2010, à 8,8 millions de dollars, comparativement à 8,3 millions de dollars au 30 septembre 2010. Le passif totalisait 5,3 millions de dollars, ce qui laissait un solde de caisse de 3,5 millions de dollars. En 2010, les revenus ont dépassé les dépenses, laissant un excédent préliminaire pour l'exercice de 1,7 million de dollars. Nous recevons toujours des factures de 2010 qui seront inscrites dans les états financiers vérifiés définitifs.

Les programmes à frais partagés approuvés par le Conseil exécutif national en 2010 totalisaient 2,7 millions de dollars, ce qui représente un dépassement du budget pour l'exercice. Ce dépassement a été compensé par des fonds de 964 000 \$ qui n'ont pas été utilisés dans des campagnes approuvées au cours des années précédentes. Les dépenses consacrées aux grandes campagnes d'organisations s'élevaient à 2,1 millions de dollars, pendant que les initiatives nationales en matière de stratégie totalisaient 1,2 million de dollars. Quant aux initiatives régionales en matière de stratégie, elles s'élevaient aussi à 1,1 million de dollars.

Caisse nationale de grève

L'actif total de la Caisse de grève au 31 décembre 2010 s'élevait à 43,9 millions de dollars, comparativement à 40,2 millions de dollars au 30 septembre 2010. Cet actif était formé de 4,6 millions de dollars en liquidités, de 1,9 million de dollars en capitation à recevoir et comptes débiteurs, de 1,2 million de dollars dus des sections locales pour le rapprochement final des indemnités de grève, de 187 000 \$ dus de la Caisse générale et de 36,1 millions de dollars en placements. Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 265 000 \$ et un compte créditeur de 11 000 \$ à la Caisse de défense. Ainsi, au 31 décembre 2010, le solde de la Caisse s'établissait à 43,6 millions de dollars, comparativement à 40 millions de dollars au 30 septembre 2010

Les revenus de la Caisse de grève, incluant les revenus de placement, s'élevaient à 12,8 millions de dollars. Les dépenses pour l'exercice sont en position de recouvrement de 462 000 \$, surtout parce que le niveau d'activité de grève a été

faible en 2010, en plus de deux importants rajustements pour des grèves menées l'année précédente et pour lesquelles les sections locales nous doivent de l'argent. Cela donne lieu à un surplus préliminaire pour l'exercice de 13,3 millions de dollars.

GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS

Les membres de la section locale 4576, employés municipaux de Sainte-Anne-de-Madawaska, sont toujours en lock-out, même s'ils ont conclu un accord de principe en février. Les deux membres qui restent (ils étaient trois au début) avaient immédiatement ratifié l'entente et s'attendaient à rentrer au travail le 14 mars. Mais l'employeur s'est traîné les pieds. Le même jour où l'on s'attendait à ce que les membres rentrent au travail, le conseil, y compris le maire et le conseiller qui avaient donné leur aval à l'accord de principe, l'a rejeté à l'unanimité. La section locale dépose une plainte devant le conseil du travail, le lock-out continue et nos membres sont de retour aux piquets de grève.

RETARDS DANS LA CAPITATION

Les retards de capitation pour décembre 2010 s'élevaient, au 15 février, à 7 529 022 \$, une baisse de 540 358 \$, ou 6,7 %, par rapport à novembre 2010. Merci d'avoir fait baisser ces retards de paiement.

RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE

Le Service de la technologie a amorcé l'année 2011 en poursuivant le travail sur les projets entamés en 2010. Nous avons commencé à relier tous nos petits bureaux au principal réseau informatique et à mettre en place un nouveau réseau virtuel sûr qui permettra au personnel d'utiliser nos systèmes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du bureau. Le travail de conception de notre futur site de sauvegarde, qui se trouvera dans le nouveau bureau régional de l'Ontario, a aussi commencé. Une fois ce projet terminé, en cas de désastre à notre site principal du bureau national, le SCFP pourra maintenir le service aux membres sans interruption.

Le travail de conception de la phase un de la remise à niveau du Système d'information sur les sections locales (SISL) est terminé et l'équipe commence maintenant le volet développement du projet. La date cible de livraison reste à déterminer. Ce travail permettra de régler différents problèmes de la base de données et ajoutera de nombreux nouveaux éléments au système, dont un lien avec le système compagnon (Maurice) au Québec. Le nouveau Système d'information des ressources humaines (SIRH) devrait être prêt, comme prévu, en mai 2011.

L'un des grands projets amorcés en 2011 est la création d'un site Web interne appelé « Intranet ». Ce site créera un seul point d'entrée grâce auquel le personnel du SCFP accédera aux applications et à l'information comme les nouvelles, les formulaires, les

contacts et les politiques. En créant Intranet, nous regroupons les grandes quantités de données et d'outils dont a besoin le personnel quotidiennement et nous favorisons la communication et la collaboration d'un bout à l'autre du pays.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Propriétés

L'équipe de projet a été choisie et le travail d'aménagement du nouveau bureau régional de l'Ontario, à Thornhill, est commencé. PCL Constructors Canada Inc. agira à titre de directeur des travaux après une DP et un processus d'interview mené avec trois entreprises hautement recommandées.

Un processus détaillé de conception est en cours avec l'architecte et des représentants du SCFP. Une évaluation de la propriété a été commandée comme étape initiale dans l'obtention d'un financement hypothécaire pour l'achat final de l'édifice, en vertu de l'option d'achat prévue dans le bail. Nous aimerions emménager au 305 Milner en avril 2012, bien avant la fin de notre bail actuel, qui se termine en août 2012. Nous verrons s'il est possible de sous-louer nos locaux actuels pour économiser sur le coût du loyer.

À Victoria, le terrain a été mis en vente pour des promoteurs potentiels, étant entendu que les actuels copropriétaires continueront à avoir leur mot à dire dans la conception de l'édifice à construire et dans le choix des autres usagers, et que le promoteur aura recours à une main-d'œuvre pro-syndicale pour la construction et la finition de l'édifice.

Entre-temps, et compte tenu du fait que le bail de l'actuel bureau de Victoria en Colombie-Britannique doit arriver à échéance le 31 janvier 2012, nous demanderons au propriétaire de renouveler le bail actuel à court terme pour 12 mois, c'est-à-dire jusqu'au 31 janvier 2013.

Avec l'expansion de la Direction des ressources humaines prévue dans le budget et différents projets spéciaux et campagnes, nous commençons à manquer d'espace au bureau national. Un travail de planification très préliminaire a été entamé pour concevoir un agrandissement sur le terrain vacant à l'arrière de la propriété.

Le personnel du bureau de Rouyn, au Québec, emménagera dans ses nouveaux locaux au complexe de l'AIFTQ le 26 février 2011.

Baux

Au bureau de Kitchener, en Ontario, nous avons acquis 662 pieds carrés de locaux de plus. Les rénovations intérieures pour intégrer l'espace additionnel à l'aménagement actuel rendront ce lieu de travail plus fonctionnel, plus économique et plus efficace.

Au bureau de Peel, en Ontario, la rénovation des locaux actuels commencera sous peu pour mieux utiliser l'espace existant. Les améliorations incluent l'ajout d'une salle pour le personnel, avec évier, espace additionnel de réunion et de bibliothèque et salle de travail adaptée. Le bail a été renouvelé pour une période additionnelle de cinq ans, jusqu'au 30 avril 2016.

À Sault Ste-Marie, en Ontario, nous avons trouvé un endroit potentiel pour reloger l'actuel bureau. Les dessins d'amélioration locative et les négociations pour le bail sont presque terminés et la construction des améliorations devrait commencer à la fin de février, pour une occupation prévue en mai 2011.

Le bail du bureau de l'avenue Carling, à Ottawa, en Ontario, (qui loge le personnel national affecté aux sections locales 503 et 5500), a été renouvelé pour une période additionnelle d'un an. La nouvelle entente prend fin le 30 septembre 2012.

Le bail du bureau d'Oshawa, en Ontario, a été renouvelé pour une période additionnelle de cinq ans, jusqu'au 31 décembre 2016.

Le bail du bureau de Sudbury, en Ontario, a été renouvelé pour une période additionnelle de cinq ans, jusqu'au 30 juin 2016.

Le bail du bureau de Calgary, en Alberta, a été renouvelé pour une période additionnelle de cinq ans, jusqu'au 31 octobre 2016.

Le bail du bureau de Terrace, en Colombie-Britannique, a été renouvelé pour une période additionnelle de cinq ans, jusqu'au 31 juillet 2016.

Nous explorons le renouvellement des baux des bureaux suivants: Barrie, en Ontario, et le bureau régional de l'Alberta, à Edmonton.

CONGRÈS NATIONAL

Les préparatifs vont bon train pour le congrès de 2011, qui aura lieu du 31 octobre au 4 novembre, à Vancouver, en Colombie-Britannique.

Des représentants du Groupe de travail national sur les personnes ayant un handicap visiteront le Palais des congrès de Vancouver, où se tiendra le congrès national de 2011, ainsi que quelques hôtels situés près du Palais. Ils soumettront des recommandations au bureau du secrétaire-trésorier national dans le but d'assurer une pleine accessibilité qui permettra à nos membres ayant un handicap de vivre une meilleure expérience.

La planification globale et la logistique sont aussi amorcées. Les hôtels retenus pour les délégués incluent le Hyatt, le Fairmont Hotel Vancouver, le Four Seasons, le Renaissance et le Blue Horizon. Vous recevrez de plus amples détails sur ces hôtels et les chambres dans la convocation des organismes à charte du 4 mai.

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

Le rapport sur le présent trimestre propose un aperçu des nombreuses activités éducatives auxquelles nos membres et notre personnel ont participé ce printemps.

Série de cours pour les délégués – Notre première diplômée!

La consœur Paula Cox, section locale 4177 (district scolaire de Nechako Lakes), Burns Lake, C.-B., recevra le premier diplôme de la série d'apprentissage pour les délégués syndicaux! Nous savons que des centaines de déléguées et délégués syndicaux marcheront dans ses traces et profiteront de cette dynamique occasion d'apprentissage. Félicitations consœur Paula!

Code de conduite

En juin 2010, le Conseil exécutif national a approuvé un Code de conduite qui s'applique à toutes les activités du SCFP national. Les plaintes déposées conformément au Code de conduite sont traitées par une équipe d'ombudspersonnes. Le choix et la formation des membres et du personnel qui composent cette équipe sont bien amorcés. Toute personne intéressée à poser sa candidature pour ce rôle important est invitée à communiquer avec la Direction du développement syndical ou avec sa conseillère ou son conseiller à l'éducation.

Formation des fiduciaires de régimes de retraite

Nous offrons notre septième session de formation destinée aux fiduciaires de régimes de retraite à la fin de mars, à Vancouver. Pour la première fois, en plus d'une formation sur les régimes à prestations déterminées pour les fiduciaires, nous offrons des ateliers qui répondent aux besoins particuliers de nos fiduciaires et membres des comités des régimes à prestations déterminées.

Programme d'alphabétisation

Ententes sur le marché du travail

Nous avons mis à jour la recherche que nous avons demandée sur les ententes sur le marché du travail (EMT). Nous voulions savoir comment les provinces dépensent les transferts et dans quelle mesure les dollars des EMT appuient les projets d'alphabétisation. Nous sommes particulièrement préoccupés par le Fonds de transition et de formation stratégique (FTTS). Le FTTS, qui faisait partie des mesures de relance économique, a permis d'ajouter 500 millions de dollars aux EMT en deux ans. Cette source d'argent prendra fin le 31 mars 2011 et le financement des programmes d'alphabétisation diminuera d'autant. Par exemple, le projet multi-syndical et multiemployeur que nous dirigeons en Ontario est financé grâce au FTTS.

Style clair

L'intérêt à l'égard des communications claires continue de grandir. Les sections locales souhaitent particulièrement connaître des stratégies qui rendront leurs conventions collectives plus accessibles à leurs membres. Nous avons remis à neuf le cours afin qu'il réponde mieux à l'intérêt manifesté pour des conventions collectives claires. Le nouveau cours, mis à l'essai à l'école d'hiver de la Saskatchewan, est maintenant prêt à être offert dans d'autres régions.

Cours d'une semaine

Voici une liste des cours d'une semaine tenus dans les régions depuis le début de l'année, de même que ceux qui seront offerts bientôt :

- Alberta – du 15 au 20 mai
- Atlantique – du 29 mai au 3 juin
- Colombie-Britannique – du 29 mai au 10 juin et du 13 au 18 novembre
- Manitoba – du 24 au 27 février et du 29 mai au 3 juin
- Maritimes – du 5 au 10 juin
- Ontario – du 8 au 13 mai
- Saskatchewan – du 6 au 9 février et du 29 mai au 3 juin

Des ateliers dynamiques et innovateurs sont mis à l'essai, comme « Médias sociaux et action politique ».

Faits saillants dans les régions

Nous continuons à faire participer les membres des régions de manière créative. Nous avons aidé les membres de la section locale 2525 à aborder des questions de justice raciale avec leur employeur, l'hôpital de Colchester, en Nouvelle-Écosse. Quatre-vingts délégués et représentants d'unités de la section locale 3967, la plus grande de la Saskatchewan, ont célébré l'Année des délégués syndicaux en participant à une séance de formation d'une demi-journée. Les membres-animateurs des provinces des Prairies ont assisté à un atelier d'acquisition de compétences sur l'animation de la série d'apprentissage pour les délégués syndicaux. L'Ontario et le Manitoba mettent à l'essai les premiers ateliers sur les médias sociaux, destinés à aider les sections locales à aborder les questions de politique entourant ces outils de communication en plus d'explorer de nouvelles façons de joindre les membres.

Collège syndical du Canada

Le programme intensif de 2011 du Collège syndical du Canada du CTC commence en avril avec 40 membres de syndicats affiliés de tout le pays. Neuf membres du SCFP ont reçu des bourses d'études qui, combinées à un appui important de leurs sections locales, leur permettront de suivre les cours du Collège.

Formation du personnel

Des séances de formation du personnel sont prévues dans toutes les régions. Ces formations permettent aux membres du personnel d'approfondir leurs compétences en négociations et en arbitrage et de compléter leur trousse d'outils par une formation en nouvelles technologies, en plus d'aider les sections locales à mettre au point des programmes de mentorat et de leadership.

ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE

Depuis le 1^{er} janvier 2011, le confrère Brian Edgecombe est président du Comité de fiducie mixte du Régime de retraite des employés du SCFP, et j'occupe le poste de vice-président.

Le Comité de fiducie mixte tiendra sa première réunion de l'année au début d'avril. L'actuaire du régime assistera à cette réunion, où seront abordés les points suivants :

- les résultats du rendement des placements de la caisse de retraite du SCFP pour l'exercice 2010, estimés à un taux de rendement brut de 10,79 %;
- le ratio de solvabilité, estimé à 95,7 % au 1^{er} janvier 2011;
- les résultats préliminaires de l'évaluation du 1^{er} janvier 2011. Le régime devra déposer l'évaluation du 1^{er} janvier 2011, car il doit en déposer une au moins à tous les trois ans. La dernière évaluation l'a été le 1^{er} janvier 2008.

Les préparatifs sont en cours pour le rapport de 2010 aux participants et pour la vérification de la caisse de retraite.

Quatre séminaires sur la pré-retraite ont eu lieu en 2010 pour les participants admissibles. Ils ont été tenus à Halifax, Toronto et Montréal (où il y en a eu deux). En tout, 50 participants, incluant des conjoints, ont participé aux séminaires.

Retraites

La consœur Sylvie Marengère, bureau national – 1^{er} février 2011

La consœur Leann Dawson, bureau de Nanaimo – 1^{er} février 2011

La consœur Beryl CotéJohnson, bureau national – 1^{er} février 2011

Le confrère Al Gallupe, bureau de Nanaimo – 1^{er} avril 2011

La consœur Thérèse Rousseau-Brown, bureau régional des Maritimes – 1^{er} avril 2011

Le confrère Ian Thompson, bureau régional de l'Ontario – 1^{er} avril 2011

Le confrère Pierre Lalonde, bureau d'Ottawa – 1^{er} mai 2011

Le confrère Denis Desjardins, bureau régional du Québec – 1^{er} juin 2011

La consœur Linda E. Giudice, bureau régional des Maritimes – 1^{er} juin 2011

La consœur Louise Armour, bureau national – 1^{er} juillet 2011

Le confrère Bryan Brotzel, bureau de Prince Albert – 1^{er} juillet 2011

La consœur Melanie Medlicott, bureau régional de la Saskatchewan – 1^{er} août 2011

La consœur Danielle Theoret, bureau national – 1^{er} décembre 2011

La consœur Joanne Martin, bureau régional de l'Ontario – 1^{er} février 2012

CONCLUSION

Une dure année attend nos membres et non seulement continuons-nous à négocier dans un climat difficile, mais les défis politiques s'empilent. Je suis encouragé par nos consœurs et nos confrères de pays comme Haïti, qui nous montrent que le désespoir ne fait pas partie des choix. Lorsque la tragédie frappe, ils se relèvent les manches et continuent. Ce n'est pas parce qu'ils sont particulièrement résilients, ni parce qu'ils ne s'en font pas trop dans la vie. C'est parce que c'est leur seule possibilité. L'autre – renoncer – n'est pas envisageable.

Comme les travailleuses et les travailleurs du monde entier, nos membres résistent aux fiers-à-bras de la droite et à la cupidité des grandes entreprises. Notre syndicat est bien placé pour leur offrir les outils voulus pour poursuivre la lutte. Nous n'abandonnerons jamais.

À l'approche de la fin de mon mandat de secrétaire-trésorier national, je continuerai à faire de mon mieux pour que nous puissions continuer à négocier de bonnes conventions collectives et à mener des campagnes de riposte efficaces.

Je suis impatient de vous voir toutes et tous aux congrès des divisions du printemps. La plupart d'entre vous vous retrouverez à l'assemblée générale du Congrès du travail du Canada, en mai, à Vancouver, où nous ferons notre part dans l'édification d'un mouvement syndical uni et fort qui représente les travailleuses et les travailleurs des secteurs public et privé. Nous en avons besoin plus que jamais.

Respectueusement soumis par,

Le secrétaire-trésorier national,



CLAUDE GÉNÉREUX

:pmc/sec